

Interview d'Hubert Védrine: l'avenir de l'Union européenne (Paris, 2 juillet 2008)

Source: Interview d'Hubert Védrine / HUBERT VÉDRINE, Frédéric Clavert, prise de vue : Alexandre Germain.- Paris: CVCE [Prod.], 02.07.2008. CVCE, Sanem. - VIDEO (00:06:29, Couleur, Son original).

Copyright: Transcription CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/interview_d_hubert_vedrine_l_avenir_de_l_union_europeenne_paris_2_juillet_2008-fr-f139128e-570f-43e7-a49a-aac64cbf7e9d.html



Date de dernière mise à jour: 04/07/2016

Interview d'Hubert Védrine: l'avenir de l'Union européenne (Paris, 2 juillet 2008)

[Frédéric Clavert] Compte tenu des «non» français et néerlandais en 2005, du «non» irlandais aujourd'hui au traité de Lisbonne, quel avenir pour l'Union?

[Hubert Védrine] Alors, il me semble qu'il faut avoir les idées claires, d'abord historiquement. On dit l'Europe c'est la paix. C'est un slogan absurde. L'Europe n'a pas fait la paix, elle en était complètement incapable, l'Europe c'était le champ de bataille de la guerre mondiale. Donc, ce sont les Américains et les Soviétiques qui ont imposé la paix en Europe. Les Européens ont bénéficié du fait que la paix était instaurée, puis ceux qui étaient du bon côté en Europe de l'Ouest ont bénéficié de cette situation. C'est la paix imposée en Europe, sans que les Européens y soient pour quoi que ce soit, qui a permis de faire l'Europe. Après, ce sont les Américains qui ont enclenché la construction européenne, parce qu'il leur semblait vital que l'Europe de l'Ouest se relève vite face à la menace soviétique qui était tout à fait réelle à l'époque et après il y a des leaders européens qui se sont dit profitons de cette situation pour créer entre Européens des relations étroites, à tout point de vue, qui fait qu'on ne reviendra pas en arrière. Mais de toute façon depuis lors il n'y a eu aucun risque de guerre en Europe, donc on ne peut pas dire: le rapport entre l'Europe et la paix est tout à fait incertain. On ne peut pas dire qu'il y a eu des risques de nouvelles guerres entre la France et l'Allemagne, qui étaient empêchés heureusement parce qu'il y avait l'Union européenne, ce serait absurde de dire ça, ou entre les Pays-Bas et la Belgique ou entre le Portugal et l'Espagne. Donc, il y a une sorte de logomachie là, dans la propagande, qui est fautive. Il faut le savoir parce que dans les crises les gens disent il faut revenir à l'enthousiasme du début, il n'y a jamais eu d'enthousiasme, les peuples n'ont rien demandé, c'étaient des petits groupes visionnaires très bien, très remarquables qui ont pensé la suite dans la chronologie historique que je rappelle.

Alors après, tant que c'était du despotisme éclairé, six pays, six, sept, huit pays et puis dans chaque pays dix personnes qui fabriquaient tout ça, ça passait au parlement plus ou moins bien. Au parlement français en 57, la plupart des gens pensaient que le traité de Rome était un saut dans l'inconnu très dangereux, par exemple, mais ça avançait. À partir du moment où on va tellement loin avec notamment la monnaie, que ça change, ça commence à changer des choses dans la vie des gens, à un moment ou à un autre il faut aller au référendum. C'est ce qu'a pensé Mitterrand au moment de Maastricht, il a pensé que s'il ne faisait pas un référendum là-dessus, le traité ne serait pas consolidé ni sanctuarisé et que donc une remise en cause était tout à fait possible et dangereuse. Il a pris un risque sérieux et puis, c'est passé. Bon. Et à partir de là, et plus on parle d'Europe sociale, et puis d'Europe des citoyens, et puis d'Europe qui doit avoir une influence dans tous les domaines, on mélange absolument tout ce qui relève du niveau européen et du niveau des États-nations et les gens qui trouvent que l'Europe en fait trop demandent le lendemain qu'elle en fasse plus sur quelque chose, enfin c'est la situation d'aujourd'hui.

Dans ce contexte-là, qu'est-ce qu'on peut faire? Moi, il me semble que les peuples ne demandent pas à être intégrés, il n'y a aucun signe dans ce sens. D'ailleurs dès qu'on donne la parole à un peuple, à une ou deux exceptions près, bien sûr, mais ça ne va pas dans ce sens. En revanche, aucun peuple européen n'est opposé à la poursuite de la construction, si on fait une politique commune de l'énergie ou un nouvel Airbus ou un nouvel Erasmus, personne ne sera contre. Personne. Par contre, c'est l'idée de l'intégration, du dépassement de chaque État-nation, ringard, archaïque, dépassé, etc. par une superstructure européenne. Les citoyens européens ne suivent pas ça. La demande dominante dans l'Europe d'aujourd'hui, c'est un pouvoir de proximité au contraire. Ils ne veulent pas que le pouvoir soit encore plus loin, exercé dans une langue qui n'est pas la leur et dans un système un peu usine à gaz. C'est mon avis, hein, et il me semble qu'on en est là. Donc, pour moi, la suite ce serait de faire une pause dans l'intégration. Si Lisbonne est finalement adopté par tout le monde, si les Irlandais décident tous seuls sans qu'on les embête tous les matins de revoter et que ça marche et ben très bien. Et que les autres finalement le ratifient aussi, très bien, on passe de Nice à Lisbonne, sinon on continue dans Nice, ça c'est le droit international, il n'y a pas à se lamenter sur le sujet, on ne peut pas donner des leçons de droit de démocratie au monde entier et puis ne pas vouloir l'appliquer quand il s'agit de l'Europe elle-même, donc on ne sortira pas de ça. Qu'on soit encore dans Nice un certain temps ou qu'on passe dans Lisbonne, ma remarque est la même, je ne crois pas, je crois qu'il faut mettre la pédale douce sur l'intégration des peuples et relancer la dimension construction, politique commune, grand projet en choisissant de préférence non pas des politiques qui visent à faire gérer par le niveau européen le détail de la

vie quotidienne des Européens, c'est un contre-sens complet ça. Des fois les gens le demandent, mais c'est un contre-sens.

Je crois que ce qu'il faut absolument privilégier dans les années qui viennent c'est des grandes politiques qui permettent de mieux défendre les intérêts des Européens dans la globalisation dans le monde. Alors ça peut être énergie, ça peut être durcir nos positions dans l'OMC, ça peut être en effet une gestion intelligente mais humaine en même temps des flux migratoires, ça peut être des initiatives en matière militaire, je n'ose pas dire Europe de la défense, puisque l'Europe est déjà défendue de toute façon par l'alliance et les défenses nationales, donc la place est restreinte. Mais il peut y avoir des initiatives militaires, notamment pour participer à des opérations de maintien de la paix, coopération en matière d'armement. Mais il peut y avoir des initiatives industrielles, d'autres Galileo dans d'autres domaines, il peut y avoir en matière de recherche, en matière de formation supérieure, il peut y avoir énormément de choses. Je crois que le champ est très, très ouvert en fait et que si on revient sur ces terrains-là il y aura des désaccords, par exemple, politique commune de l'énergie, c'est très indispensable, sauf que les Européens sont en désaccord sur l'affaire des nucléaires et sur le type d'attitude à avoir par rapport à la Russie. Mais autant le dire, autant identifier des désaccords, travailler dessus. Plutôt que de se disputer pendant des années sur des pseudo-constitutions, ça, ça me paraît plus important.

Je crois qu'on a exagéré le rôle des traités, depuis une dizaine d'années, encore une fois, je trouve très utile d'avoir un traité qui fonctionne bien et qui permet une décision plus facile, bon, mais si on l'a pas, c'est pas une raison pour ne rien faire. Quand on parle de Mitterrand, Kohl, Delors avec nostalgie personne ne se rappelle quel était le traité. Quel était le traité qui s'appliquait en 84, en 89, personne ne le sait, en fait. Madame Merkel est censée avoir fait une très bonne présidence il y a un an et demi et c'est tout à fait vrai et c'était dans le cadre du traité de Nice. La présidence française de Monsieur Sarkozy c'est dans le cadre du traité de Nice, puisque de toute façon, si les Irlandais avaient voté oui, on n'aurait changé de traité que l'année suivante. Donc, il y a une sorte d'exagération et il ne faudrait pas que, non pas la crise de l'Europe, mais la crise de la mythologie de l'Europe, en fait, serve de prétexte au fait de ne rien faire et de ne pas avancer sur tous les terrains de politique précise que j'ai cités.